

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome III : ETAM)

ACCORD DU 16 JANVIER 2008
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2008
(LANGUEDOC-ROUSSILLON)

NOR : *ASET0850249M*
IDCC : 2614

Entre :

La fédération régionale des travaux publics du Languedoc-Roussillon,

D'une part, et

L'union régionale CFDT ;

La CFE-CGC BTP ;

La CGT-FO ;

La CGT construction,

D'autre part,

suite à la réunion de la commission paritaire du 16 janvier 2008 et en application de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise des travaux publics du 21 juillet 1965, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2008, les valeurs des minima annuels, base 35 heures, des positions de la classification des ETAM des travaux publics

figurant en annexe VI de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006 s'établissent comme suit :

- A : 16 500 € ;
- B : 17 822 € ;
- C : 19 605 € ;
- D : 20 874 € ;
- E : 23 763 € ;
- F : 26 165 € ;
- G : 28 600 € ;
- H : 30 299 €.

Article 2

Les valeurs prévues à l'article 1^{er} ci-dessus sont majorées de 15 % pour les ETAM bénéficiant d'une convention de forfait en jours sur l'année, soit :

- F : 30 090 € ;
- G : 32 890 € ;
- H : 34 844 €.

Il est rappelé qu'aucun salaire ne peut être inférieur au montant du SMIC en vigueur.

Article 3

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Montpellier.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 132-9 du code du travail.

Fait à Montpellier, le 16 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)